

**Assemblée générale**

Soixante-seizième session

Documents officiels

Distr. générale
26 janvier 2022
Français
Original : anglais

Cinquième Commission**Compte rendu analytique de la 1^{re} séance**

Tenue au Siège, à New York, le lundi 4 octobre 2021, à 10 heures

Président : M. Margaryan (Arménie)
*Président du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires :* M. Bachar Bong

Sommaire

Organisation des travaux

Point 142 de l'ordre du jour : Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies

Point 149 de l'ordre du jour : Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses relatives aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).



La séance est ouverte à 10 h 5.

Organisation des travaux (A/C.5/76/1 ; A/C.5/76/L.1)

1. **Le Président** invite les membres de la Commission à examiner le projet de programme de travail pour la partie principale de la session en cours, qui a été établi à partir des questions renvoyées à la Commission (A/C.5/76/1) et de la note du Secrétariat sur l'état d'avancement de la documentation (A/C.5/76/L.1). Un document distinct sur l'état d'avancement de la documentation sera publié pour les première et deuxième parties de la reprise de la session.

2. Le Président appelle l'attention sur certaines des recommandations formulées par le Bureau dans son rapport (A/76/250), qui ont été approuvées par l'Assemblée générale à sa 2^e séance plénière. En ce qui concerne la rationalisation des travaux, l'Assemblée a prié chacune des grandes commissions d'approfondir la réflexion sur ses méthodes de travail et invité la présidence de chacune à continuer d'informer le Groupe de travail spécial sur la revitalisation des travaux de l'Assemblée générale, pendant la soixante-seizième session, des pratiques optimales et des enseignements tirés de l'expérience, afin d'améliorer les méthodes de travail, et à coordonner les réunions d'information, notamment en dégageant, le cas échéant, les points communs constatés dans ces méthodes et enseignements.

3. En ce qui concerne la partie principale de la session, il convient que la Cinquième Commission achève ses travaux le 10 décembre 2021 au plus tard. Les séances commenceront à 10 heures précises et seront levées à 18 heures au plus tard. Conformément à la pratique établie, il a été décidé de lever l'obligation de quorum qui veut qu'un quart au moins des membres soient présents pour que la présidence puisse déclarer une séance ouverte et permettre le déroulement du débat. Le Bureau a appelé l'attention sur certaines dispositions du Règlement intérieur concernant la conduite des séances, à savoir les articles 99 b), 106, 109, 114 et 115.

4. Il convient de s'employer à réduire le nombre des résolutions adoptées et l'Assemblée générale ne devrait y prier le Secrétaire général d'établir des rapports que si cela est indispensable à l'application d'une résolution ou à la poursuite de l'examen d'une question. Il est souhaitable que les résolutions soient courtes et axées sur des mesures concrètes. Il importe que les auteurs de projets de texte ayant des incidences sur le budget-programme établissent un calendrier à un stade précoce avec les présidents de la Cinquième Commission et du Comité consultatif pour les questions administratives et

budgétaires, afin de garantir le respect intégral de l'article 153 du règlement intérieur. Une date limite obligatoire – le 1^{er} décembre au plus tard – est fixée pour la présentation à la Cinquième Commission de tous les projets de résolution ayant des incidences financières.

5. **M. Diallo** (Guinée), prenant la parole au nom du Groupe des 77 et de la Chine, ne doute pas que le programme de travail de la Commission sera aménagé en cours de session pour tenir compte de l'avancement des travaux, des priorités de la Commission et d'une éventuelle amélioration de la situation sanitaire. Le Groupe comprend bien la raison pour laquelle seules les séances peuvent se tenir en présentiel à l'heure actuelle, mais espère que les consultations pourront reprendre en présentiel sous peu. Il ne faut pas que la Commission privilégie l'examen d'un point de l'ordre du jour par rapport à un autre ; chaque point doit être examiné selon les mêmes modalités de réunion. Le Groupe est déçu qu'il n'y ait pas de services d'interprétation lors des consultations et compte que le multilinguisme retrouvera sa place. Il est regrettable que plusieurs rapports n'aient toujours pas été publiés, car les retards compromettent le travail de la Commission. Il convient de prévoir suffisamment de temps pour que chaque point puisse être examiné et il importe de prendre des mesures pratiques pour que les rapports soient publiés sans retard dans toutes les langues officielles.

6. Au cours de la session, la Commission examinera des questions cruciales, notamment le projet de budget-programme pour 2022, les barèmes des quotes-parts, les travaux de construction et la gestion du parc immobilier, l'examen du cycle budgétaire et la séquence des travaux du Comité du programme et de la coordination et du Comité consultatif, le régime commun des Nations Unies, le régime des pensions des Nations Unies, le progiciel de gestion intégré Umoja, les conditions d'emploi des membres à plein temps de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) et du Président du Comité consultatif, et l'administration de la justice. Le Groupe suivra de près les débats consacrés au plan-cadre d'équipement, aux prévisions révisées, à toutes les questions liées aux incidences sur le budget-programme, à l'amélioration de la situation financière de l'ONU et aux rapports du Comité des commissaires aux comptes et du Bureau des services de contrôle interne.

7. Ce sont les mandats qui doivent orienter les projets de budget, et non l'inverse. Il convient que l'Assemblée générale approuve les ressources nécessaires au financement de la mise en œuvre intégrale et efficace des programmes et activités prescrits. Le Groupe réaffirme le rôle essentiel du Comité du programme et

de la coordination. Comme décidé dans la résolution 75/243, il convient que l'Assemblée réunie en plénière ou sa grande commission ou ses grandes commissions chargées de l'exécution des mandats correspondants examinent dans les plus brefs délais les 10 programmes du projet de budget-programme pour 2022 sur lesquels le Comité du programme et de la coordination n'a pas formulé de conclusions ni de recommandations, afin que la Cinquième Commission puisse examiner et approuver le budget correspondant. Lors de l'adoption des programmes de travail des autres grandes commissions, de nombreuses délégations ont soulevé la question des programmes pour lesquels le Comité du programme et de la coordination n'avait pas formulé de conclusions ni de recommandations. Le Groupe compte que la résolution 75/243, adoptée par consensus, sera respectée.

8. L'examen d'un budget devenu annuel laisse moins de temps pour examiner de manière approfondie les autres points de l'ordre du jour. Le Groupe entend se montrer à la hauteur et faire face aux problèmes que la pandémie continue de poser. Il compte que la Cinquième Commission consacrera suffisamment de temps à tous les points et que les débats se dérouleront dans un esprit d'ouverture, de transparence et d'inclusivité.

9. **M. Hauri** (Suisse), s'exprimant également au nom du Liechtenstein, dit que les États Membres ont la responsabilité de veiller à ce que l'ONU dispose de ressources appropriées, durables et prévisibles. Il comprend bien que les délégations se lassent des réunions virtuelles, mais il les invite à rester positives, à faire preuve de flexibilité et à ne ménager aucun effort pour que la Commission termine ses travaux le plus tôt possible. Il ne faut pas que la Commission prenne l'habitude de terminer ses travaux quelques minutes seulement avant la fin de l'exercice budgétaire, ainsi qu'elle l'a fait en 2020.

10. L'un des points cruciaux concerne les barèmes des quotes-parts, d'autant que d'autres entités des Nations Unies s'en servent pour calculer leurs propres quotes-parts. Néanmoins, il ne faut pas que les débats relatifs aux barèmes empêchent de progresser sur d'autres points.

11. Pour atteindre ses objectifs, l'ONU a besoin d'un pilier Droits humains qui soit fort. Il est essentiel de protéger les droits humains pour atteindre les objectifs de développement durable et promouvoir la paix et la sécurité. Les deux délégations s'engagent à garantir que des moyens suffisants soient alloués à l'exécution des activités prévues pour ce pilier.

12. Le plan stratégique patrimonial de l'Office des Nations Unies à Genève n'est pas seulement un projet de conservation des bâtiments et du patrimoine, mais aussi un investissement dans le multilatéralisme qui rendra l'Office plus moderne, efficace et efficient. Les deux délégations remercient les États Membres du soutien qu'ils apportent au projet.

13. **M^{me} Tang** (Singapour), prenant la parole au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), note que pendant la soixante-quinzième session, la pandémie a contraint le Secrétariat à prendre des mesures exceptionnelles. Il importe que les modalités de travail de la Commission évoluent au gré de la situation sanitaire. L'oratrice compte que le Bureau en tiendra compte lorsqu'il examinera les meilleures pratiques de travail pour la session en cours.

14. Les problèmes auxquels le monde fait face sont plus complexes que jamais et liés les uns aux autres, et le multilatéralisme et le système multilatéral fondé sur des règles n'en prennent que plus d'importance. Les États Membres doivent soutenir l'ONU et la doter de moyens financiers suffisants pour qu'elle puisse aller de l'avant. La pandémie a bouleversé l'économie de nombreux États Membres et l'on peut comprendre que les pays dont l'économie a été touchée de manière disproportionnée puissent avoir du mal à s'acquitter de leurs contributions. Il importe donc que les États Membres qui ont les moyens de le faire versent leur quote-part intégralement, dans les délais et sans conditions, faute de quoi l'ONU sera privée des ressources dont elle a besoin pour s'acquitter des mandats qui lui sont confiés.

15. L'ASEAN suivra avec intérêt les débats de la Commission relatifs aux barèmes des quotes-parts, au projet de budget-programme pour 2022, aux travaux de construction et à la gestion du parc immobilier, aux missions politiques spéciales et à la demande de subvention pour les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens. L'oratrice exhorte les États Membres à collaborer pour parvenir à des décisions qui suscitent le plus large consensus possible. Les États membres de l'ASEAN travailleront de manière constructive et de façon ouverte et transparente avec toutes les délégations de sorte que la Commission achève ses travaux dans les meilleurs délais.

16. **M. Camelli** (Représentant de l'Union européenne, en sa qualité d'observatrice), s'exprimant également au nom de l'Albanie, de l'Andorre, de la Bosnie-Herzégovine, de la Géorgie, de la Macédoine du Nord, de Monaco, du Monténégro, de la République de Moldova, de la Serbie, de la Turquie et de l'Ukraine, déclare que l'Union européenne soutient l'action menée

par le Secrétaire général pour réformer l'Organisation. Il est plus que jamais nécessaire de pouvoir compter sur une gouvernance multilatérale efficace et sur une Organisation capable d'atteindre les objectifs visés. L'Union européenne est déterminée à œuvrer collectivement pour construire une Organisation plus forte, plus efficace et plus agile.

17. Il faut que tous les États Membres s'acquittent intégralement et en temps voulu de leurs contributions. La situation de trésorerie de l'ONU continue de compromettre l'exécution des mandats. Les solutions temporaires n'ont fait qu'atténuer les conséquences de la crise et elles acculent l'ONU à une sous-performance systémique. La Commission doit relever le défi et trouver des solutions durables.

18. En ce qui concerne les barèmes des quotes-parts, il importe de respecter les principes de solidarité et de capacité de paiement. Il s'agit d'une question importante, mais il convient que les délégations débattent de manière constructive de l'ensemble des points dont la Commission est saisie. L'objectif principal de la Commission est de faire en sorte que l'Organisation dispose d'un financement adéquat et fonctionne bien. En même temps, il est essentiel que les ressources soient utilisées avec efficacité et efficience et de manière responsable.

19. Certaines délégations souhaitent dupliquer les débats du Comité du programme et de la coordination dans les grandes commissions de l'Assemblée générale. Il appartient aux différentes commissions de se prononcer sur la question, mais les décisions ne doivent ni nuire au Comité, ni empêcher la prise de décision par consensus, ni entraver la capacité de la Cinquième Commission de négocier et d'adopter le budget-programme en temps voulu.

20. Quelques principes généraux devraient s'appliquer aux travaux de la Commission. Il incombe à tous les États Membres de veiller à ce que la Commission achève ses travaux dans les meilleurs délais. Il ne faut pas que la conduite de négociations après les heures de travail normales et l'examen du programme de travail au-delà du temps imparti deviennent la norme. Il importe que les États Membres fassent preuve de pragmatisme et de volonté politique, et que le Bureau fasse respecter les délais. Pour que la Commission utilise au mieux le temps qui lui est imparti et que le Secrétariat n'ait pas à répondre à trop de questions, l'Union européenne réduira à l'essentiel le nombre de questions qu'elle posera et encourage les autres délégations à en faire de même.

21. Il importe que tous les documents soient publiés dans les délais dans toutes les langues officielles.

L'Union européenne a conscience des contraintes et de la pression auxquelles sont soumis les services d'interprétation et de traduction du fait de la pandémie, mais insiste sur le fait que le multilinguisme est un instrument qui garantit l'inclusion et la transparence et qui aide la Commission à prendre des décisions.

22. L'Union européenne tient à ce que les décisions soient prises par consensus et considère que cela doit rester un principe fondamental de la Commission. Pour cela, il importe que les États Membres coopèrent en toute bonne foi et de manière collégiale pour trouver un terrain d'entente et parvenir à des décisions auxquelles tous peuvent adhérer et qui peuvent être soutenues par tous, même si ce ne sont pas celles qu'ils auraient préféré prendre ; il convient également de s'abstenir de politiser les questions. Les membres de la Commission ont prouvé à maintes reprises qu'ils étaient capables de trouver un accord sur des questions techniques ayant d'importantes ramifications politiques.

23. **M. Agyeman** (Ghana), s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique, dit que le Groupe prend note avec satisfaction des mesures prises en vue d'un retour à la normale après plus d'un an de réunions virtuelles. Le Groupe compte que la Commission profitera de l'amélioration de la situation sanitaire pour organiser, dans la mesure du possible, des réunions en présentiel, ce qui facilitera grandement les négociations. Il convient que des services d'interprétation soient fournis pour toutes les réunions tenues en présentiel pour que les États puissent participer aux débats dans la langue officielle dans laquelle ils sont le plus à l'aise. Le fait que les documents soient publiés tardivement continue d'entraver le travail de la Commission, encore que la situation se soit quelque peu améliorée. Il importe que tous les rapports en attente soient publiés sans plus tarder.

24. Le Groupe apprécie le travail du Comité des contributions, dont le rapport sert de base à l'établissement des nouveaux barèmes des contributions. Il ne faut pas que les modifications apportées à la méthode actuelle soient préjudiciables aux pays en développement. Il importe de tenir compte de la situation propre à ces pays, notamment de la situation des pays d'Afrique, qui font face à des problèmes sanitaires, économiques et sociaux sans précédent. Le Groupe accordera également une attention particulière aux questions relatives au projet de budget-programme pour 2022, au Comité des commissaires aux comptes, au Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux, au Tribunal spécial résiduel pour la Sierra Leone, aux travaux de construction et à la gestion du parc immobilier.

25. Les missions politiques spéciales sont l'un des outils les plus efficaces pour maintenir la paix internationale et servent de dispositif d'alerte rapide dans les situations de conflit, mais la Commission n'a pas réussi à les doter de ressources financières et humaines adéquates. Si ces missions disposaient de ressources adéquates, on pourrait réduire le montant du financement dont les opérations de maintien de la paix ont besoin et, en fin de compte, on sauverait des vies et on préviendrait des conflits.

26. Le Groupe réaffirme sa position, à savoir que ce sont les mandats qui doivent orienter les choix qui sont fait en matière d'allocation de crédits et non l'inverse. À cet égard, il s'attachera à ce que des ressources adéquates soient approuvées pour la Commission économique pour l'Afrique, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), le Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat).

27. Il convient d'examiner sans tarder les demandes de dérogation à l'article 19 de la Charte des Nations Unies pour que les États Membres concernés puissent participer pleinement aux travaux de l'Assemblée générale. L'orateur réaffirme la position qu'il défend de longue date, à savoir que les consultations doivent être menées de manière ouverte et transparente et achevées dans les délais prévus par le programme de travail.

28. **M^{me} Zilbergeld** (Israël) dit que la soixante-quatrième session a été difficile en raison de la pandémie, mais les nouvelles méthodes de travail et les solutions technologiques qui ont été adoptées ont permis d'assurer la continuité des opérations, d'aider l'ONU à continuer de fonctionner, et aussi de protéger la santé et la sécurité du personnel et des membres des délégations, ce qui doit rester la considération première. La pandémie a montré à quel point un budget annuel aide l'ONU à être plus agile et dynamique. Il est plus que jamais important pour la Commission de promouvoir le recours à des technologies novatrices et des pratiques exemplaires afin de garantir l'exécution des mandats.

29. Le renforcement des capacités technologiques de l'ONU a facilité une meilleure utilisation de l'information et aidé à fonder les décisions sur les données et à exécuter les mandats de manière cohérente et efficace. La mise en service de systèmes d'information et de technologies modernes d'analyse des données a permis à l'Organisation d'assurer un contrôle efficace. Il convient que l'ONU se tourne vers

les meilleures pratiques numériques pour réduire la bureaucratie.

30. La mise en place d'un système d'administration de la justice indépendant, transparent, professionnalisé et décentralisé pour le règlement des différends d'ordre professionnel reste une priorité pour Israël. Il importe tout particulièrement de protéger le personnel des Nations Unies contre les représailles, de s'attaquer aux causes des différends, d'améliorer les services de santé mentale et d'enquêter sur la hausse du nombre d'affaires de harcèlement de femmes occupant des postes de direction. La délégation israélienne attend avec intérêt d'examiner le rapport du Secrétaire général sur l'administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies.

31. Il convient de redoubler d'efforts pour recruter des femmes et parvenir à la parité entre les sexes à tous les niveaux du Secrétariat. Il faut prendre des mesures ciblées pour recruter et promouvoir des femmes à tous les niveaux, qu'il s'agisse de postes dans des missions ou ailleurs.

32. **M. Croker** (Royaume-Uni) dit que la pandémie continue de poser des problèmes majeurs et de susciter des incertitudes. Certes, il n'est pas idéal que la Commission soit contrainte de mener l'essentiel de ses travaux en ligne, mais elle l'a déjà fait par le passé et pourrait le faire de nouveau s'il le fallait.

33. À la session en cours, la Commission examinera le troisième budget annuel de l'Organisation ; en 2022, elle dressera également un bilan du passage à un cycle budgétaire annuel. Les autres grandes commissions sont saisies des programmes du projet de budget-programme sur lesquels le Comité du programme et de la coordination n'a pas fait de recommandation, pour déterminer la voie à suivre. Il appartient aux grandes commissions de prendre les décisions relatives aux programmes de travail qui ont trait à leur mandat, mais la Cinquième Commission ne doit pas perdre de vue qu'il lui incombe d'adopter le budget-programme dans les meilleurs délais, pour que l'Organisation puisse s'acquitter des tâches qui lui ont été confiées par les États Membres. La Commission doit donc avancer rapidement dans ses travaux. Au cours de la session précédente, elle a pris beaucoup de retard en ce qui concerne l'achèvement de son programme de travail et l'adoption du budget-programme, situation qui a menacé l'exécution des mandats et frisé l'irresponsabilité.

34. La délégation britannique travaillera avec tous les États Membres pour parvenir à un accord approprié sur les barèmes des quotes-parts dans les meilleurs délais. Il importe d'affiner la méthode d'établissement des

barèmes pour qu'elle repose fermement sur le principe de la capacité de paiement. La délégation britannique attend également avec intérêt de débattre des recommandations de la CFPI concernant le régime commun des Nations Unies, des questions relatives à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et à l'assurance maladie après la cessation de service, ainsi que des mesures visant à renforcer l'application du principe de responsabilité et à améliorer la transparence dans l'Organisation et dans les missions politiques spéciales.

35. **M. Kimura** (Japon) dit que la Commission est saisie de nombreuses questions urgentes et complexes, notamment le projet de budget-programme pour 2022, les missions politiques spéciales et les barèmes des quotes-parts. Il importe que la Commission s'attache à travailler plus efficacement pour achever dans les meilleurs délais l'examen des questions inscrites à son programme de travail, en tenant compte des enseignements tirés des sessions précédentes.

36. Depuis l'approbation du budget-programme de 2021, l'environnement mondial a évolué du fait de la pandémie et des bouleversements géopolitiques. La Commission devrait tirer le meilleur parti possible du cycle budgétaire annuel pour que l'ONU ait un budget plus souple et plus dynamique et qu'elle justifie mieux l'utilisation qu'elle en fait, de façon à répondre aux besoins mondiaux rapidement et de manière appropriée.

37. Il est de la plus haute importance que l'Organisation s'acquitte efficacement de ses mandats. Le Japon continuera de plaider en faveur de la discipline budgétaire, élément essentiel pour que l'ONU puisse s'acquitter de ses mandats de manière efficace, effective et durable. La délégation japonaise entend avoir des débats constructifs fondés sur ce principe.

38. **M. Zhang Jun** (Chine) déclare qu'au cours du débat général, les dirigeants ont souhaité un renforcement du rôle de l'ONU et une plus grande coopération face à des problèmes mondiaux comme la pandémie et les changements climatiques. La Chine est l'un des artisans du multilatéralisme et participe activement à la réforme et à l'amélioration du système de gouvernance mondiale ; elle préservera fermement le système international centré sur l'ONU, l'ordre international fondé sur le droit international et le rôle central de l'Organisation dans les affaires internationales.

39. Afin de maintenir le rôle de l'Organisation, il faut que tous les États Membres assument leurs responsabilités et s'acquittent de leurs obligations financières, car pour pouvoir fonctionner, l'ONU a besoin d'argent. La situation financière de

l'Organisation reste préoccupante. Le Secrétaire général a envoyé des lettres aux États Membres pour leur faire part de ses préoccupations et de nombreux États Membres ont lancé des appels répétés, mais l'un des États Membres qui versent les contributions les plus élevées a des arriérés de contributions depuis longtemps, principale cause de la crise de liquidités à laquelle l'Organisation fait face. Pays qui se classe au deuxième rang des pays versant les quotes-parts les plus élevées pour le financement du budget ordinaire et des opérations de maintien de la paix, la Chine fait preuve d'un grand sens des responsabilités et paie toujours ses contributions en temps voulu. Elle invite les États Membres, en particulier ceux qui versent les contributions les plus élevées, à s'acquitter de leurs obligations financières dans leur intégralité, dans les délais et sans conditions. Il faut que les États Membres donnent effet à leurs promesses de sorte que les mandats puissent être exécutés.

40. La Commission examinera plusieurs questions importantes à la session en cours, notamment les barèmes des quotes-parts, le projet de budget-programme pour 2022 et les rapports du Comité des commissaires aux comptes. La Chine demande à toutes les parties de mener de larges consultations et de coopérer pour trouver des avantages mutuels.

41. Ces dernières années, la part des contributions à verser par les pays en développement a augmenté et celle à la charge des pays développés a diminué, ce qui est déraisonnable et contraire au principe de la capacité de paiement. Il importe que les pays développés assument une plus large part des dépenses de l'Organisation et prennent en considération les difficultés et les préoccupations des pays en développement. Il faut renforcer, et non atténuer, les mesures d'allègement qui sont prévues en faveur des pays en développement dans la méthode actuelle de calcul du barème des quotes-parts. Ce sont les États Membres qui doivent guider la planification des programmes et il faut donc prendre en considération leurs aspirations et leurs intérêts légitimes.

42. Il importe de renforcer les attributions du Comité du programme et de la coordination et il faut que les grandes commissions s'acquittent de leurs fonctions. Le budget-programme ne doit pas dépasser un niveau raisonnable. Il convient que le Secrétariat améliore l'exécution du budget, s'attache à faire plus d'économies et à obtenir des gains d'efficacité, et veille à relier les dépenses aux résultats obtenus et à établir un lien entre les résultats obtenus et les entités qui sont tenues d'en répondre. Il faut que les entités et les départements se concentrent sur leurs fonctions essentielles et évitent tout élargissement inutile de leurs

mandats et tout chevauchement d'activités. La Chine exprime sa confiance dans la capacité du Comité des commissaires aux comptes de procéder à un audit complet et indépendant de l'ONU. Par ailleurs, il importe que l'ONU prenne de nouvelles mesures pour accroître la représentation géographique des pays en développement au Secrétariat.

43. **M. Penaranda** (Philippines) dit que la pandémie offre à l'ONU l'occasion de contribuer fortement au relèvement des pays les plus touchés. La Cinquième Commission a été la première des grandes commissions à adopter de nouvelles méthodes de travail dès le début de la crise sanitaire et a démontré qu'elle était capable d'assumer les fonctions cruciales qui étaient les siennes. Au cours de la présente session, la délégation philippine compte que les documents seront publiés en temps voulu dans toutes les langues officielles et que l'interprétation simultanée sera assurée lors des consultations pour que la Commission puisse examiner les propositions du Secrétaire général dans les meilleurs délais.

44. Il faut que l'ONU soit dotée des ressources dont elle a besoin pour travailler au maximum de ses capacités. Il est essentiel que les États Membres versent leurs contributions financières, dans les délais et sans conditions. En ce qui concerne le projet de budget-programme pour 2022, il importe que les propositions cadrent avec les mandats intergouvernementaux et que l'accent soit mis sur la représentation géographique équitable et l'inclusion des personnes handicapées.

45. Plus de six ans se sont écoulés depuis la publication du rapport dans lequel le Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix présentait des recommandations techniquement solides concernant le financement des missions politiques spéciales et le soutien qui leur est apporté. Il faut améliorer le mécanisme de financement existant pour renforcer encore le rôle crucial de ces missions. La délégation philippine demande à tous les États Membres de redynamiser les missions politiques spéciales, qui jouent un rôle crucial face aux problèmes qui se posent dans le domaine de la paix et de la sécurité. Elle attend avec intérêt les débats qui seront consacrés aux progrès accomplis en ce qui concerne la réforme de la gestion, malgré les problèmes qui se sont posés en 2020 et 2021.

46. **M. Velázquez Castillo** (Mexique) dit que, compte tenu de l'importance des questions dont elle est saisie et des répercussions de ses décisions sur le fonctionnement de l'Organisation, la Commission doit avoir une bonne vue d'ensemble des programmes et examiner le budget-programme de manière

constructive. Il faut que les barèmes des quotes-parts pour le budget ordinaire et les opérations de maintien de la paix pour la période 2022-2024 soient équitables, reflètent la réalité du système international et soient calculés conformément au principe de la capacité de paiement. En ce qui concerne le projet de budget-programme pour 2022, pour la troisième année consécutive, le Comité du programme et de la coordination n'a pas fait de recommandations sur un certain nombre de programmes, ce qui complique le travail de la Cinquième Commission. Il faut que le budget qui sera approuvé soit réaliste et équilibré pour que le Secrétariat dispose des ressources dont il a besoin pour exécuter les mandats dans les délais.

47. Les missions politiques spéciales ont un rôle central à jouer dans la consolidation d'une paix durable et il convient d'établir un compte distinct pour leur financement. Le Mexique suivra de près les débats sur les 38 missions politiques spéciales, qui ensemble représentent plus de 22 % du budget ordinaire. Pour que les missions puissent s'acquitter de leur mandat, il faut les doter sans retard d'un financement adéquat, qu'elles utiliseront de manière transparente et responsable.

48. Il est essentiel de résoudre les divergences de jurisprudence entre les tribunaux de l'Organisation internationale du Travail et de l'ONU sur les questions relatives aux décisions de la CFPI et de réaffirmer l'autorité de cette dernière de façon à préserver l'unité du régime commun des Nations Unies. La délégation mexicaine réaffirme son engagement en faveur de la réforme de la gestion et souligne qu'il importe de parvenir enfin à un accord sur le dispositif de prestation de services centralisée. Elle participera de manière constructive aux débats de la Commission et veillera à la discipline budgétaire, à la transparence et au respect du principe de responsabilité.

49. **M. Knyazyan** (Arménie) déclare qu'à l'heure où le monde commence à se remettre de la pandémie et à reconstruire, il importe que les États Membres s'engagent plus fermement à doter l'Organisation des ressources dont elle a besoin pour faire face, de manière rapide et efficace, aux problèmes qui se posent sur le terrain. La Commission a un rôle crucial à jouer, car ses décisions définissent la capacité de l'ONU de s'acquitter de ses mandats dans les trois piliers.

50. Pour la délégation arménienne, il est très important de doter l'ONU de ressources adéquates de manière durable pour en faire une Organisation adaptée aux objectifs visés, axée sur les résultats et capable de prévenir et de régler les problèmes. Il faut que les États Membres s'acquittent promptement de leurs obligations financières pour régler la crise financière à laquelle

l'Organisation est en proie. Depuis plusieurs années, l'Arménie fait partie des États Membres qui règlent l'intégralité de leurs contributions au budget ordinaire dans les 30 premiers jours de l'exercice.

51. **M. Vorshilov** (Mongolie) dit qu'à l'heure où le multilatéralisme est remis en question de toutes les manières possibles, il importe de rendre l'Organisation plus forte et plus dynamique. Sa délégation accueille favorablement les réformes engagées par le Secrétaire général et la proposition qu'il a faite dans son rapport intitulé « Notre Programme commun » en vue de rendre l'Organisation plus efficace en la dotant de capacités qui favorisent l'agilité, l'intégration et la cohésion dans l'ensemble du système, entreprise qui s'inscrit dans le cadre des efforts visant à transformer l'ONU en une ONU 2.0.

52. La Mongolie accordera une attention particulière aux débats sur le projet de budget-programme pour 2022, les barèmes des quotes-parts, les travaux de construction et la gestion du parc immobilier, et l'amélioration de la situation financière de l'Organisation. La délégation mongole réaffirme son engagement à faire en sorte que la Commission achève ses travaux dans les délais impartis. À cette fin, il faut que les rapports soient publiés à temps pour que les négociations puissent se dérouler de manière transparente et inclusive. En ce qui concerne la méthode de calcul des barèmes des quotes-parts, la délégation partage la position adoptée de longue date par le Groupe des 77 et la Chine, à savoir que le principe de la capacité de paiement doit rester le principal critère régissant la répartition des charges entre les États Membres.

53. **M^{me} Fatima** (Bangladesh) dit que l'ONU a été en première ligne de l'action menée au niveau mondial contre la pandémie, mais le manque de ressources l'a parfois empêchée d'agir, ce qui vient rappeler à quel point il importe de donner plus d'ampleur aux interventions d'urgence et de prévoir des ressources à cet effet. Pour que l'ONU puisse bien fonctionner et exécuter efficacement et rapidement ses mandats, il faut que sa santé financière soit bonne. Il importe plus que jamais de veiller à ce qu'elle dispose de ressources adéquates et il est essentiel que le budget soit bien planifié et exécuté avec efficacité. Le Bangladesh réaffirme la position du Groupe des 77 et de la Chine concernant les quotes-parts, position fondée sur le respect des principes, et reste déterminé à payer ses quotes-parts régulièrement et en temps voulu.

54. Du fait de la pandémie, l'Organisation continue d'avoir beaucoup de mal à s'acquitter efficacement de ses mandats. Lors de l'examen du projet de budget-programme pour 2022, il convient que les États

Membres prennent en considération les effets de la pandémie sur le fonctionnement de l'Organisation et veillent à doter celle-ci de ressources suffisantes pour lui permettre de continuer d'exécuter ses programmes ordinaires et de lutter contre la pandémie.

55. Une réelle discipline budgétaire est essentielle pour que l'ONU soit véritablement efficace. Le Bangladesh attend du Secrétariat qu'il utilise les ressources qui lui sont confiées de manière efficace et rationnelle, qu'il tienne les États Membres régulièrement informés et qu'il fasse preuve de la plus grande transparence dans les informations qu'il communique. Il est convaincu que la Commission sera en mesure de continuer à prendre des décisions par consensus et compte que toutes les délégations feront preuve de souplesse et participeront de manière constructive aux débats pour que les travaux puissent se terminer dans les meilleurs délais.

56. **M. Kennedy** (États-Unis d'Amérique) dit que l'ONU a un rôle indispensable à jouer pour aider le monde à faire face à des problèmes tels que les changements climatiques, la pandémie de COVID-19, l'érosion des droits humains, le fléau de l'exploitation et des atteintes sexuelles et les menaces croissantes pesant sur la paix et la sécurité internationales. Pour s'acquitter de ses mandats, l'Organisation doit employer ses ressources plus efficacement, mieux mesurer les résultats obtenus et être plus transparente et responsable vis-à-vis des États Membres et du public.

57. Les États-Unis d'Amérique examineront de près la question de l'augmentation des dépenses financées au moyen des quotes-parts. La délégation américaine souhaite que la discipline budgétaire règne dans l'ensemble du système des Nations Unies, ce qui signifie qu'il faut veiller à ce que seuls les travaux de construction réellement nécessaires soient entrepris et à ce que les dépassements de coûts soient évités pour les grands projets. Il faut que l'ONU s'attache à maîtriser l'augmentation des dépenses liées aux nouveaux mandats ou aux mandats élargis en supprimant les mandats obsolètes, en regroupant les activités qui font double emploi et en transférant les ressources existantes d'un domaine à un autre. L'orateur rappelle que l'un des objectifs du programme de réformes lancé par le Secrétaire général consiste à disposer d'une plus grande latitude pour répondre à l'évolution des priorités.

58. Il importe de préserver les ressources destinées aux missions politiques spéciales, qui constituent un précieux outil de maintien de la paix et de la sécurité internationales. Par ailleurs, il convient de financer intégralement le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les

violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables et le Mécanisme d'enquête indépendant pour le Myanmar.

59. La planification des programmes est un outil essentiel qui permet de veiller à ce que l'action de l'Organisation soit bien ciblée, bien comprise et orientée vers les problèmes que l'ONU a vocation à régler. Les États-Unis attendent avec intérêt l'examen des plans-programmes et rappelle que la Cinquième Commission est la grande commission chargée des questions administratives et budgétaires.

60. Les prestations dues au personnel et les coûts liés aux conditions d'emploi représentent près de deux tiers des coûts de l'Organisation. Il importe de rétablir un barème unifié des traitements, notamment en trouvant une solution aux décisions divergentes rendues par les tribunaux administratifs des organisations appliquant le régime commun des Nations Unies, en rendant les décisions relatives à la rémunération plus transparentes, notamment grâce au recours à des données disponibles dans le commerce, en réaffirmant l'autorité de la CFPI et en améliorant les méthodes suivies par celle-ci.

61. Étant donné qu'ils versent la quote-part la plus élevée au budget ordinaire et au budget des opérations de maintien de la paix, les États-Unis ont une responsabilité importante en ce qui concerne les finances de l'Organisation et ont tout intérêt à veiller à ce que la méthode de calcul des contributions soit équitable et fondée sur des données et sur le principe de la capacité de paiement. Au cours des débats qui seront consacrés aux barèmes des quotes-parts, ils s'intéresseront aux divers dégrèvements accordés à certains États, notamment à l'ajustement destiné aux pays en développement qui est actuellement appliqué à certains États Membres considérés comme riches. La Commission a démontré qu'elle pouvait parvenir à un consensus sur des questions cruciales malgré les problèmes posés par les modalités de travail virtuelles et elle peut y parvenir de nouveau.

62. **M^{me} Juul** (Norvège) dit que la pandémie remet en cause bon nombre d'acquis et fait peser des pressions supplémentaires sur le système des Nations Unies. Néanmoins, l'Organisation a été en mesure de s'acquitter de ses mandats dans des domaines tels que la paix et la sécurité, le développement durable et les droits humains. La Norvège soutient énergiquement le programme de réformes du Secrétaire général en ce qu'il permet d'améliorer les processus de l'Organisation et de faciliter l'exécution des mandats sur le terrain. Cela est particulièrement important pour reconstruire en

mieux après la pandémie. La délégation norvégienne accueille favorablement le rapport intitulé « Notre Programme commun » et l'appel lancé par le Secrétaire général en faveur d'un système multilatéral plus solide et plus inclusif, travaillant davantage en réseau et dont le socle serait le système des Nations Unies. Il faut que les États Membres continuent de travailler avec toutes les parties prenantes pour faire en sorte que l'ONU soit en prise directe avec les objectifs visés.

63. Le budget ordinaire est un élément clé de l'exécution des mandats. La délégation norvégienne continue d'insister sur l'importance que revêt la gestion axée sur les résultats, mais il convient également de doter l'Organisation de ressources adéquates et de lui laisser une plus grande latitude dans l'exécution de sa mission pour qu'elle puisse continuer de jouer son rôle. Cela vaut aussi pour le système des Nations Unies pour la protection des droits humains, dont l'action est entravée par un sous-financement persistant, ainsi que pour le système des Nations Unies pour le développement, les mécanismes de contrôle et les opérations de maintien de la paix.

64. **M^{me} Oh** Hyunjoo (République de Corée) déclare que sa délégation soutient pleinement les réformes engagées par le Secrétaire général et entend participer de manière constructive aux débats de la Commission, notamment à ceux consacrés à la réforme de la gestion. La soixante-seizième session revêt une importance particulière, car elle coïncide avec la dernière année de l'application, à titre expérimental, d'un cycle budgétaire annuel. Il convient de prendre en considération l'objectif des réformes – à savoir rendre l'ONU plus efficace, plus efficiente et plus responsable – lors des négociations relatives au budget. Par ailleurs, il importe de tirer les enseignements des mesures prises du fait de la pandémie pour accroître l'efficacité de l'Organisation.

65. Les travaux du Comité des contributions constituent une base précieuse pour les débats que la Commission consacrera à la question de l'actualisation et de la modernisation des barèmes des quotes-parts. Les quotes-parts constituent l'apport le plus fondamental des États Membres à la réalisation de l'objectif commun que sont le maintien et la promotion de la paix et de la sécurité internationales. Le paiement des quotes-parts est une responsabilité partagée ; il importe de fonder équitablement les contributions sur la capacité de paiement et sur les données les plus récentes, les plus complètes et les plus comparables.

66. Il convient que les débats sur le dispositif de prestation de services centralisée soient guidés par l'objectif initial, qui est de fournir à l'Organisation des

services de haute qualité à un moindre coût. Il est essentiel que les décisions concernant l'emplacement des centres de services partagés mondiaux soient prises en toute transparence.

67. **M. Mnguni** (Afrique du Sud) constate que la Commission a été amenée à adapter ses méthodes de travail et à adopter des modalités hybrides en raison de la pandémie. La Commission a réussi à mener ses travaux à terme à la soixante-quinzième session, mais la délégation sud-africaine espère que les réunions reprendront en présentiel une fois que la situation sanitaire se sera améliorée. Il importe que tous les États Membres puissent participer sur un pied d'égalité à tous les types de réunions de la Commission ; pour cela, il faut que des services d'interprétation soient fournis dans toutes les langues officielles de l'Organisation. En outre, il convient de publier à titre prioritaire tous les rapports encore en attente.

68. L'Afrique du Sud attache une grande importance au point relatif aux barèmes des quotes-parts et compte que la Commission conclura son examen rapidement, y compris en ce qui concerne les demandes de dérogation à l'Article 19 de la Charte. Il importe de préserver la méthode existante. Parmi les autres questions intéressant la délégation sud-africaine figurent le projet de budget-programme pour 2022, la réforme de la gestion, les travaux de construction et la gestion du parc immobilier, les questions relatives aux pays les moins avancés, aux pays en développement sans littoral et aux petits États insulaires en développement, la communication globale, les droits humains et les affaires humanitaires, le développement économique et social en Afrique, l'appui des Nations Unies au NEPAD, le Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique, et les missions politiques spéciales.

69. **M. Wallace** (Jamaïque) dit que la pandémie a montré qu'il fallait que la communauté internationale travaille de concert pour surmonter les problèmes qui entravent le développement. Les impératifs de développement de la Jamaïque, petit État insulaire en développement, vont dans le sens de la vision de l'Organisation en matière de développement durable, et la coopération internationale est l'outil qui permettra le mieux de leur donner corps. Les États Membres doivent s'engager à faire en sorte que l'ONU dispose des moyens dont elle a besoin pour fonctionner à plein. L'Organisation continue d'être en proie à une crise de liquidités parce que des États Membres versent leurs contributions en retard ou ne les versent pas, malgré les mesures que certains prennent pour s'acquitter de leurs obligations intégralement et à temps. La crise est exacerbée par la pandémie. L'orateur exhorte tous les États Membres à faire tout leur possible pour réduire

leurs arriérés de paiement au titre du budget ordinaire et des budgets de maintien de la paix.

70. La délégation jamaïcaine souligne l'importance que revêtent les débats sur les barèmes des quotes-parts, compte tenu des conséquences directes qui en découlent pour les travaux de l'Organisation. Elle soutient la position défendue de longue date par le Groupe des 77 et la Chine concernant la méthode de calcul des barèmes. Il importe que les États Membres soient constructifs et transparents et gardent à l'esprit que la Commission est tenue d'approuver des propositions budgétaires dans le respect du mandat que lui a confié l'Assemblée générale.

71. **M. Pedroza** (Pérou) dit que la Commission est chargée d'approuver un budget-programme qui permette à l'Organisation de s'acquitter efficacement de ses mandats, compte tenu notamment de la situation mondiale complexe à laquelle la communauté internationale fait face. Sa délégation prêtera une attention particulière aux débats concernant les ressources consacrées aux postes et aux objets de dépense autres que les postes pour les entités des Nations Unies œuvrant à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, s'occupant de la promotion et de la protection des droits humains, ou luttant contre les changements climatiques, la perte de biodiversité et la pollution.

72. Il convient de ne changer ni la méthode ni les éléments devant servir au calcul des barèmes des quotes-parts pour la période 2022-2024, compte tenu notamment de la situation socioéconomique difficile de nombreux pays en développement, qui ne devrait pas s'améliorer au cours des trois prochaines années. La délégation péruvienne est convaincue que toutes les questions dont la Commission est saisie seront examinées de manière constructive et dans un esprit de collaboration, en vue d'obtenir des résultats optimaux pour tous les États Membres.

73. **M. Kalugin** (Fédération de Russie) dit qu'au cours de la session précédente, la Cinquième Commission a décidé que dans le cas où le Comité du programme et de la coordination ne pourrait pas faire de recommandations sur un programme du projet de budget-programme, la grande commission compétente formulerait des observations de fond. Le paragraphe 9 de la résolution [75/243](#) de l'Assemblée générale reflète la volonté claire et catégorique des États Membres. Les conclusions et recommandations de fond formulées sur des programmes par les autres grandes commissions aiderait la Cinquième Commission à conclure ses travaux dans le délai imparti. Il importe que le Président fasse tout son possible pour que la Commission reçoive

ces conclusions et recommandations dans les meilleurs délais. La délégation russe compte que le secrétariat de la Commission a fait le nécessaire avec les secrétariats des autres grandes commissions. Si ce n'est pas le cas, il faudra que les États Membres et le secrétariat s'attachent ensemble à cerner les raisons pour lesquelles il n'a pas été donné suite à la demande de l'Assemblée.

74. Il importe de tenir un plus grand nombre de réunions formelles et informelles en présentiel. Les réunions virtuelles ne peuvent être qu'informelles par nature. Il faut que les documents soient publiés simultanément et en temps voulu dans toutes les langues officielles, car les retards empêchent les délégations de bien se préparer. La Fédération de Russie compte que les délibérations seront aussi inclusives et transparentes que possible.

75. **Le Président** croit comprendre que la Commission souhaite approuver le projet de programme de travail, étant entendu que le Bureau tiendra compte des vues exprimées et apportera les modifications nécessaires.

76. *Il en est ainsi décidé.*

77. **Le Président** propose de fixer au 15 octobre 2022 la date limite de présentation des candidatures aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres et de tenir les élections le 9 novembre 2022. En l'absence d'objection, il considère que la Commission souhaite adopter cette proposition.

78. *Il en est ainsi décidé.*

Point 142 de l'ordre du jour : Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies (A/76/11, A/76/11/Add.1 et A/76/70)

Point 149 de l'ordre du jour : Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses relatives aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies (A/76/296/Rev.1)

79. **M. Greiver** (Président du Comité des contributions), présentant le rapport du Comité des contributions sur les travaux de sa quatre-vingt-unième session (A/76/11 et A/76/11/Add.1), dit que le Comité y expose les résultats de l'examen auquel il a procédé comme suite à la demande faite par l'Assemblée générale dans sa résolution 73/271 concernant les éléments de la méthode de calcul du barème des quotes-parts.

80. À l'issue de l'examen de la mesure du revenu, qui constitue une première approximation de la capacité de paiement, le Comité des contributions a recommandé de

nouveau que le barème des quotes-parts repose sur les données les plus récentes, les plus complètes et les plus comparables du revenu national brut (RNB). Il a exprimé son soutien à l'action menée par la Division de statistique du Département des affaires économiques et sociales pour aider les États Membres à communiquer en temps voulu des données suffisamment complètes, détaillées et de bonne qualité sur leurs comptes nationaux. Il a recommandé également que l'Assemblée générale engage les États Membres à répondre, dans les meilleurs délais, aux questionnaires sur la comptabilité nationale en se fondant sur le Système de comptabilité nationale de 2008.

81. Pour convertir en une unité monétaire commune les données relatives au RNB communiquées par les États Membres dans leur monnaie nationale, il faut disposer d'un taux de conversion. Le Comité des contributions a recommandé de nouveau que l'on utilise les taux de conversion fondés sur les taux de change du marché, sauf s'il doit en résulter des fluctuations ou des distorsions excessives pour le RNB (exprimé en dollars des États-Unis) de certains États Membres. Dans le cas de la République bolivarienne du Venezuela, il a ainsi décidé d'utiliser un taux de conversion modifié pour les années 2014 à 2016 et le taux de change opérationnel de l'Organisation des Nations Unies pour les années 2017 à 2019. Une valeur moyenne est établie à partir des données relatives au RNB pour la période de référence considérée ; lorsqu'une période de référence a été choisie, il est avantageux de la conserver aussi longtemps que possible.

82. Les membres du Comité des contributions ont continué d'exprimer des vues divergentes sur l'ajustement au titre de l'endettement, qui est un élément de la méthode de calcul depuis 1986. L'absence de données n'est plus un facteur à prendre en considération pour déterminer s'il faut fonder l'ajustement au titre de l'endettement sur la totalité de la dette extérieure ou uniquement sur la dette extérieure publique et s'il faut le faire reposer sur l'encours ou sur le flux de la dette. On dispose désormais de données sur la dette extérieure publique et sur les remboursements effectifs. Le Comité des contributions poursuivra l'examen de l'ajustement au titre de l'endettement en fonction des orientations que l'Assemblée générale lui donnera.

83. Le Comité des contributions est convenu que le dégrèvement accordé aux pays à faible revenu par habitant, qui fait partie de la méthode de calcul depuis qu'elle existe, demeure un élément essentiel du calcul du barème, mais il a aussi étudié d'autres solutions. L'une d'elles consiste à se servir de la moyenne mondiale du revenu national brut par habitant corrigé de

l'endettement pour calculer le seuil du dégrèvement. Il est également possible d'utiliser un seuil corrigé de l'inflation. Le Comité poursuivra l'examen du dégrèvement accordé aux pays à faible revenu par habitant en fonction des orientations que l'Assemblée générale lui donnera.

84. La méthode actuelle prévoit deux taux plafonds – un taux général de 22 % et un taux de 0,010 % applicable aux pays les moins avancés – et un taux de contribution minimum, ou taux plancher, de 0,001 %. Le Comité des contributions poursuivra l'examen de ces éléments en fonction des orientations que l'Assemblée générale lui donnera. Il rend compte en détail de l'examen de l'effet de basculement et des variations brutales des quotes-parts d'un barème à l'autre, de l'actualisation annuelle du barème et de la prise en compte des indicateurs de 2020 et 2021 dans la méthode de calcul du barème à la section B du chapitre III du rapport. Il poursuivra l'examen de ces questions en fonction des orientations que l'Assemblée générale lui donnera.

85. Pour mesurer l'incidence des nouvelles données sur le calcul du barème des traitements pour la période 2022-2024, et notamment l'effet des décisions relatives aux données et aux taux de conversion, mais non celui des propositions concernant les changements à apporter à la méthode, le Comité des contributions a examiné le barème obtenu au moyen des nouvelles données et de la méthode ayant servi à l'établissement du barème en vigueur ; les résultats de l'analyse sont présentés à la section D du chapitre III du rapport. Pour la période 2022-2024, le Comité recommande de demander aux États non membres de verser une contribution forfaitaire annuelle correspondant à 50 % de leur quote-part théorique, celle-ci étant fixée à 0,001 % pour le Saint-Siège et à 0,011 % pour l'État de Palestine.

86. Dans sa résolution 57/4 B, l'Assemblée générale a fait siennes les conclusions et recommandations du Comité des contributions relatives aux échéanciers de paiement pluriannuels. Le Comité recommande de nouveau que l'Assemblée générale encourage les États Membres en retard dans le paiement de leurs contributions au sens de l'Article 19 de la Charte à envisager la possibilité de présenter de tels échéanciers. Il a examiné des demandes de dérogation à l'application de l'Article 19 émanant de quatre États Membres : les Comores, la République centrafricaine, Sao Tomé-et-Principe et la Somalie. Il a conclu que le non-versement par ces pays du montant minimum nécessaire pour éviter l'application de l'Article 19 était dû à des circonstances indépendantes de leur volonté et a donc recommandé qu'ils soient autorisés à prendre part aux votes de l'Assemblée générale jusqu'à la fin de la soixante-

seizième session. La République centrafricaine a par la suite versé le montant minimum nécessaire pour éviter que l'Article 19 ne soit appliqué.

87. **M. Ramanathan** (Contrôleur), présentant le rapport du Secrétaire général sur les échéanciers de paiement pluriannuels (A/76/70), dit que six États Membres ont fait tous les versements prévus par leur échéancier depuis l'adoption du dispositif, ce qui leur a permis de s'acquitter de l'intégralité de leurs quotes-parts. Dans le même rapport, on trouve une présentation de la situation de l'unique échéancier de paiement restant, présenté par Sao Tomé-et-Principe en 2002.

88. Aucun nouvel échéancier n'a été présenté ces dernières années, mais plusieurs États Membres ont indiqué qu'ils étudiaient la question. Il faut accorder l'attention voulue à la situation économique des États Membres, certains n'étant peut-être pas à même de présenter des échéanciers de paiement. En tout état de cause, il appartient aux États Membres de présenter ou non un échéancier et le Secrétariat est prêt à aider ceux qui souhaitent le faire.

89. Présentant le rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 55/235 et 55/236 de l'Assemblée générale (A/76/296/Rev.1), le Contrôleur rappelle que dans sa résolution 55/235, l'Assemblée a adopté un nouveau mécanisme d'ajustement du barème des quotes-parts au budget ordinaire aux fins du calcul des quotes-parts applicables aux opérations de maintien de la paix. Le système est fondé sur divers critères, dont le revenu national brut moyen par habitant, qui servent à classer les États Membres dans l'une des catégories de contributions. L'Assemblée a demandé au Secrétaire général de mettre à jour la composition des catégories tous les trois ans, à l'occasion de la révision du barème des quotes-parts pour le financement du budget ordinaire. Elle a décidé, également que les États Membres seraient classés dans la catégorie la plus basse bénéficiant du dégrèvement le plus élevé pour laquelle ils remplissaient les conditions, sauf s'ils manifestaient leur décision de passer à une catégorie supérieure. Dans sa résolution 55/236, l'Assemblée s'est félicitée qu'un certain nombre d'États Membres se soient volontairement engagés à contribuer au financement des opérations de maintien de la paix à un taux plus élevé que celui que dicterait leur revenu par habitant.

90. Par sa résolution 73/272, l'Assemblée générale a réaffirmé les principes énoncés dans la résolution 55/235. Elle a également constaté qu'il était nécessaire de réformer la formule actuelle de répartition des dépenses relatives aux opérations de maintien de la paix et décidé d'examiner les modalités de classement des États Membres à sa soixante-seizième session. Dans son

rapport, le Secrétaire général fournit des informations sur l'actualisation de la composition des catégories au moyen des critères établis, menée parallèlement à la révision du barème des quotes-parts pour le financement des dépenses inscrites au budget ordinaire. La composition actualisée des catégories, sous réserve d'éventuels ajustements découlant de l'examen de l'Assemblée, servira à déterminer le taux de contribution de chaque État Membre au financement des opérations de maintien de la paix pour la période 2022-2024. Les taux effectifs ne seront déterminés qu'après l'adoption d'un nouveau barème pour le budget ordinaire ; toutefois, à titre indicatif, on trouvera à l'annexe III du rapport les taux de contribution au financement des opérations de maintien de la paix qui ont été établis compte tenu du classement actuel des États Membres aux fins des contributions.

91. **M. Diallo** (Guinée), s'exprimant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit qu'il faut que les États Membres versent leurs contributions intégralement, ponctuellement et sans conditions, conformément aux obligations qui leur incombent au titre de la Charte des Nations Unies, de sorte que l'Organisation dispose de ressources financières suffisantes pour remplir sa mission. Il n'est pas réaliste de la part des États Membres d'exiger toujours plus de l'Organisation tout en s'abstenant unilatéralement de verser leurs contributions.

92. Il convient cependant de tenir compte des circonstances particulières qui empêchent provisoirement certains pays en développement de s'acquitter de leurs obligations financières. Les effets disproportionnés de la COVID-19 sur l'économie de nombreux pays en développement sont particulièrement préoccupants. Le Groupe approuve la recommandation du Comité des contributions concernant les trois États Membres qui attendent une réponse à leur demande de dérogation à l'Article 19 et engage vivement la Cinquième Commission à examiner ces demandes dans les meilleurs délais. L'orateur félicite les États Membres qui ont honoré les engagements prévus dans les échéanciers pluriannuels et encourage d'autres pays qui ont d'importants arriérés à envisager de présenter des échéanciers. Il souligne cependant que cela doit se faire sur la base du volontariat.

93. La méthode qui sert actuellement à l'établissement du barème des quotes-parts tient compte de l'évolution de la situation économique des États Membres. Le Groupe réaffirme que la capacité de paiement constitue le critère fondamental pour la répartition des charges de l'ONU et s'oppose à tout changement des éléments de la méthode actuelle qui aurait pour effet d'accroître les contributions de pays en développement. Les éléments

de base tels que la période de référence, le RNB, les taux de conversion, le dégrèvement accordé aux pays à faible revenu par habitant, le coefficient modérateur, le taux plancher, le taux plafond pour les pays les moins avancés et l'ajustement au titre de l'endettement ne sont pas négociables.

94. À l'inverse, il convient que l'Assemblée générale revoie le plafond global, conformément à la résolution 55/5 C. Fruit d'un compromis politique, ce plafond contrevient au principe de la capacité de paiement et entraîne une distorsion fondamentale du barème des quotes-parts. Dans son rapport, le Comité des contributions a noté que le nombre total des points à redistribuer en raison de ce taux plafond s'établissait à 6,565. En dollars, le plafond revenait à accorder un dégrèvement d'environ 200 millions de dollars à un seul État Membre.

95. Il importe que les organisations ayant le statut d'observateur privilégié à l'ONU, qui leur confère des droits et privilèges généralement réservés aux États observateurs, soient soumises aux mêmes obligations financières que ces États et que l'Assemblée envisage d'établir des quotes-parts qui s'appliqueraient à elles.

96. L'application de la méthode actuelle au barème des quotes-parts pour la période 2022-2024 entraînerait une augmentation substantielle des contributions de nombreux pays en développement. La part du barème des quotes-parts pour le financement du budget ordinaire qui est à la charge des membres du Groupe des 77 et de la Chine passerait à 27,27 %, tandis que la part des pays développés continuerait de diminuer. Le Groupe est déterminé à assumer ses responsabilités financières, mais il faut aussi que les pays développés financent une plus large part des charges.

97. Le Groupe demandera des informations détaillées sur le paiement des arriérés afin de déterminer si le motif invoqué pour réduire le plafond global à 22 % – à savoir, améliorer la situation financière de l'Organisation en facilitant le paiement des arriérés – était fondé. Ces dernières années, l'Organisation a connu de graves crises financières, un État Membre en particulier étant responsable de la majeure partie des arriérés. Le Groupe s'oppose à la rétention unilatérale de contributions dans le but de faire pression sur l'ONU, procédé contraire à la lettre et à l'esprit de la Charte. Il est injuste de demander aux pays en développement de prendre à leur charge une plus grande partie du financement de l'Organisation, notamment en raison des effets disproportionnés de la COVID-19 sur ces pays, et le Groupe s'opposera à toute tentative en ce sens.

98. Il importe de doter les opérations de maintien de la paix, composante indispensable de l'ONU, des ressources nécessaires à l'exécution de leur mandat. Les principes et directives régissant la répartition des dépenses afférentes aux opérations de maintien de la paix doivent servir de base à toute discussion sur le barème des quotes-parts pour le financement de ces opérations. Il faut que le barème soit à la mesure des responsabilités spéciales qui incombent aux membres permanents du Conseil de sécurité en matière de maintien de la paix et de la sécurité. Les pays économiquement moins développés ne peuvent contribuer que de manière limitée aux budgets des opérations de maintien de la paix et il importe donc de prendre en considération leur situation lors des débats qui seront consacrés au système de dégrèvements servant au calcul du barème. Il convient de ne pas placer les membres du Groupe dans une catégorie supérieure à la catégorie C, exception faite de ceux qui sont membres permanents du Conseil de sécurité.

99. Il faut que les membres permanents du Conseil de sécurité continuent de payer une surcharge, en sus de leur quote-part normale. Les années précédentes, le non-versement arbitraire et unilatéral des contributions a entraîné des déficits de trésorerie, qui ont contraint l'Organisation à prélever des avances sur les comptes des missions de maintien de la paix dont le mandat est terminé. Ces déficits ont eu des effets disproportionnés sur les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police.

100. Le groupe rejette les tentatives des pays développés de se défaire de leurs obligations sur les pays en développement. Il ne faut pas que les pays en développement soient arbitrairement ciblés et classés dans une catégorie dans laquelle les contributions sont plus élevées ou contraints d'accepter des dégrèvements moins importants. Dans la pratique, rien n'empêche les pays de verser, sur une base volontaire, une contribution supérieure au taux qui est normalement le leur. Compte tenu du principe des responsabilités communes mais différenciées, il ne faut pas que les pays en développement soient classés, sur la seule base de leur revenu national par habitant, dans la même catégorie de contribution que les pays développés. Si l'on n'utilise que cette mesure, on ne tient pas compte des difficultés des pays en développement ni de leur situation particulière. Il faut que les contributions des pays les moins avancés restent les plus basses.

101. Le Groupe constate avec préoccupation que l'application du système de dégrèvement actuel et du taux plafond du barème concernant le financement des opérations de maintien de la paix a créé une situation dans laquelle des pays en développement, dont des

petits États insulaires en développement, ont été à plusieurs reprises classés dans la catégorie B, ce qui est contraire aux principes ayant sous-tendu la création du système. Étant donné que les pays en développement ont été contraints de renoncer à un dégrèvement important du fait de l'application des nouveaux niveaux de contribution et que la création de la catégorie C était subordonnée à l'octroi à ces pays d'un dégrèvement minimum de 7,5 %, ceux-ci ne sont pas en mesure d'approuver une nouvelle diminution de leur dégrèvement.

102. Les débats concernant les points inscrits à l'ordre du jour de la Cinquième Commission doivent être ouverts, inclusifs et transparents, la Commission étant la seule grande commission de l'Assemblée générale chargée des questions administratives, financières et budgétaires. Le Groupe réaffirme sa position unifiée sur les points de l'ordre du jour et son opposition à la prise de décision en petits groupes.

La séance est levée à 12 h 20.